

Paris, Berlin, Varsovie, 6 décembre 2010

Les Ministres des Affaires étrangères
de la France, de l'Allemagne et de la Pologne
Les Ministres de la Défense
de la France, de l'Allemagne et de la Pologne

Madame Catherine Ashton
Haute Représentante de l'Union
européenne
pour les Affaires étrangères
et la politique de sécurité
Conseil de l'Union européenne

(Traduit de l'anglais)

Madame la Haute Représentante,

Depuis Saint-Malo, nous avons fait des progrès considérables vers une véritable contribution européenne à la gestion des crises et à la défense. Les objectifs et le cadre institutionnel de cette contribution ont été définis et confirmés par le Conseil européen, depuis sa réunion à Cologne en 1999 à celle de Bruxelles en 2008. Nous avons également été en mesure d'élaborer la Stratégie européenne de Sécurité, qui nous donne des orientations pour une action permanente reposant sur une évaluation commune de l'environnement de sécurité sur le continent et dans le reste du monde. Le Traité de Lisbonne nous fait encore progresser vers l'établissement d'une politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui correspondrait à nos ambitions.

Après plusieurs opérations réussies, en Bosnie, au Congo, au Tchad, au Kosovo, en Géorgie ou contre la piraterie au large des côtes de la Somalie, la politique de sécurité et de défense commune se renforce pour devenir un instrument efficace de gestion des crises. L'Union européenne est devenue un acteur reconnu et recherché dans le domaine de la sécurité. Elle sera de plus en sollicitée, seule ou en coordination avec d'autres acteurs comme les Nations Unies, l'OTAN, les États-Unis ou les puissances émergentes.

Pour maintenir cette dynamique, nous devons donner une nouvelle impulsion à la politique européenne de sécurité et de défense, en pleine complémentarité avec l'OTAN. Votre investissement personnel dans cette entreprise sera essentiel.

Les enseignements tirés doivent être transformés en mesures concrètes afin d'améliorer la performance de l'UE sur le plan de la PSDC, notamment en termes de structures et de capacités. Nous souhaitons que l'Union, qui dispose d'un large éventail d'instruments, renforce sa contribution à la paix et la sécurité internationales et améliore sa capacité à faire face aux menaces qui pèsent sur sa sécurité. Le Traité de Lisbonne nous fournit une orientation précise à cet égard. À l'avenir, la Coopération structurée permanente pourrait constituer un outil utile pour réaliser des progrès en matière de renforcement des capacités européennes.

Dans un contexte de fortes contraintes financières, nous devons être prêts à prendre des décisions audacieuses. La PSDC doit devenir à la fois plus performante et plus efficiente.

La France, l'Allemagne et la Pologne sont convaincues qu'avec vous comme chef de file, Madame la Haute Représentante, et avec le soutien actif des États membres, nous avons aujourd'hui d'une bonne occasion pour réaliser des progrès significatifs dans les domaines qui suivent.

Coopération UE-OTAN

Nous avons tous intérêt à une bonne relation entre l'UE et l'OTAN, et cela pour une raison simple : la majorité des partenaires européens appartiennent aux deux organisations. L'amélioration de la coopération UE-OTAN est nécessaire pour rendre plus efficace l'engagement européen dans les affaires mondiales. Nous reconnaissons et encourageons vivement les efforts que le Secrétaire général de l'OTAN et vous-même avez entrepris pour intensifier la coopération entre les deux organisations afin de donner une nouvelle impulsion à cette coopération, en y associant l'ensemble des États membres et des Alliés.

Des relations de travail sont essentielles pour remplir nos objectifs opérationnels. Il y a largement de quoi renforcer nos relations, tant en ce qui concerne la coopération sur les théâtres d'opération que dans le cadre d'initiatives pratiques, dans le domaine des capacités et dans d'autres domaines. A cet égard, nous soutenons sans réserve la nécessité de renforcer mutuellement la coopération pour faciliter la production de capacités de défense. Nous devons nous appuyer notamment sur le partenariat essentiel entre l'Agence européenne de Défense et le Commandement allié pour la Transformation (ACT) et encourager leur coopération fructueuse dans des domaines déjà définis. Le dialogue entre l'UE et l'OTAN pourrait également porter sur les nouveaux défis, notamment la cyberdéfense.

Pour compléter ce qui existe déjà dans le domaine des relations entre l'UE et l'OTAN, nous nous félicitons également d'un resserrement de la coopération avec les États-Unis et d'autres pays tiers pour des opérations et missions de la PCSD, forts de

nos expériences au Kosovo, dans le cadre de l'Opération Atalante ou de la mission EUTM en Somalie.

Nous sommes convaincus qu'avec le Secrétaire général de l'OTAN, vous avez un rôle crucial à jouer afin d'inciter les États membres à traduire ces engagements en mesures concrètes.

***Capacités permanentes de planification et de conduite civilo-militaires,
Développement des groupements tactiques***

En analysant les enseignements tirés des opérations et missions passées et compte tenu de notre niveau d'ambition élevé, nous estimons que la PSDC doit être plus efficace, notamment dans le domaine de la gestion des crises civilo-militaires. Pour compléter et faire progresser les décisions déjà prises au Conseil européen du 11 décembre 2008, nous jugeons particulièrement nécessaire d'améliorer nos capacités de planification et de conduite des opérations et des missions, de renforcer la coopération entre nos armées et de créer des synergies dans un contexte où les ressources sont limitées, en prenant bien en compte la complémentarité avec les capacités de planification nationales et celles de l'OTAN.

Forts de notre expérience, nous proposons de travailler sur trois éléments :

- Au niveau stratégique, amélioration de la capacité de planification et de conduite des opérations et missions civilo-militaires et militaires, en s'appuyant sur les structures existantes.
- Au niveau opérationnel, amélioration des capacités de conduite militaires.
- Au niveau tactique, adaptation de nos groupements tactiques à des besoins opérationnels complexes, notamment par le biais d'un renforcement des capacités civilo-militaires. Dans ce contexte, nous étudierons également la possibilité de créer des modules comprenant des capacités militaires et civiles complètes.

Pour concrétiser l'ensemble de ces propositions, l'Allemagne, la Pologne et la France renforceront leur coopération au sein du groupement tactique qu'elles doivent mettre à disposition durant le premier semestre de 2013 en invitant leurs partenaires à partager leur expérience.

Compte tenu des possibilités qu'offre ce groupement tactique, l'Allemagne, la Pologne et la France réaffirment leur volonté de le déployer. À cet égard, nous entendons le rendre plus disponible encore pour qu'il réagisse mieux aux urgences opérationnelles, notamment en mettant en place une planification avancée ciblée en coopération avec les structures de la PSDC.

Parallèlement, nous sommes convaincus que des principes de financement adéquats et équilibrés faciliteraient le déploiement des groupements tactiques. Pour préparer la révision du mécanisme Athena sous la présidence polonaise, nous travaillerons avec vous afin d'élaborer des propositions, concernant notamment un financement commun, visant à améliorer l'état de préparation, la déployabilité et la rentabilité des groupements tactiques (par exemple le transport stratégique).

Capacités européennes

Les objectifs stratégiques entérinés il y a deux ans par le Conseil européen exigent de développer des capacités robustes, souples et interopérables. Dans le contexte financier actuel, le défi devient encore plus pressant. Néanmoins, nous devons continuer à progresser sur des initiatives et des projets concrets, tant dans le cadre bilatéral que collectif, en renforçant la coopération au sein de l'UE et entre l'UE et l'OTAN sur les questions de développement des capacités militaires et en recherchant de nouvelles méthodes de développement et d'optimisation de nos capacités (par exemple mutualisation des efforts, spécialisation).

La restructuration de la base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne demeure une nécessité stratégique et économique, de même que l'encouragement des investissements en matière de recherche. Nous estimons que sous votre impulsion, l'Agence européenne de Défense peut jouer un rôle substantiel dans ce domaine particulier.

Nous vous invitons à présenter en temps opportun un rapport sur les progrès réalisés dans ce domaine important, qui pourrait servir de base à une discussion approfondie au niveau ministériel.

Partenaires de leadership

La France, l'Allemagne et la Pologne vous soutiendront dans votre action d'impulsion pour faire en sorte que l'UE développe des outils plus robustes et plus efficaces permettant une action européenne cohérente.

Notre initiative doit être considérée comme un paquet global dont les mesures pourront être réalisées étape par étape.

L'Allemagne, la Pologne et la France vous proposent de lancer un processus de réflexion dès que possible à titre de première mesure en vue de la mise en œuvre de notre initiative.

Nous sommes désireux de contribuer à ce processus en étroite coopération avec les présidences actuelle et futures, nos homologues et vous-mêmes. Nous sommes prêts à partager nos idées avec nos collègues et nous vous serions reconnaissants d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Affaires

étrangères. L'objectif est d'obtenir des résultats concrets sous la présidence polonaise de l'UE durant le deuxième semestre de 2011.



Michèle Alliot-Marie



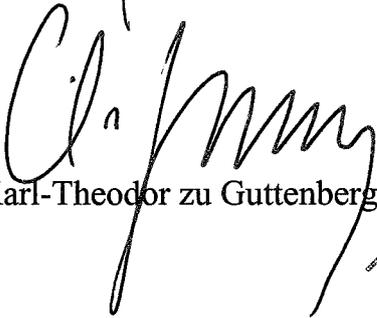
Guido Westerwelle



Radosław Sikorski



Alain Juppé



Karl-Theodor zu Guttenberg



Bogdan Klich

Paris, Berlin, Warsaw, 6 December 2010

Ministers of Foreign Affairs
of France, Germany and Poland
Ministers of Defense
of France, Germany and Poland

Ms. Catherine Ashton
High Representative of the Union
for Foreign Affairs and Security Policy
Council of the European Union

Madam High Representative,

Since Saint-Malo we have come a long way towards genuine European contribution to crisis management and defence. Its objectives and institutional framework have been developed and confirmed by the European Council from Cologne in 1999 to Brussels in 2008. We have also been able to coin the European Security Strategy, which gives us guidelines for continuous efforts based on shared assessment of security environment on the continent and beyond. The Lisbon Treaty brings us another step forward in building CSDP which would match our ambitions.

After several successful operations – in Bosnia, Congo, Chad, Kosovo, Georgia or against piracy off the coast of Somalia, the Common Security and Defense Policy is consolidating as an effective crisis management tool. The European Union has become a recognised and sought-after security actor. It will become more solicited, alone or in coordination with other actors such as UN, NATO, the United States and emerging powers.

To keep the momentum we need to give a fresh impetus to European Security and Defence Policy, in full complementarity with NATO. Your personal involvement in this endeavour is key.

Lessons learned should be turned into practical steps to improve the EU performance in CSDP including in terms of structures and capabilities. We want the Union, with the broad range of instruments at our disposal, to enhance its contribution to international peace and security and to develop its capacity to tackle the challenges to its security. The Lisbon treaty provides us with a clear direction in this respect. In the future, Permanent Structured Cooperation may be a useful tool to achieve progress in reinforcing European capabilities.

In times of challenging financial constraints we must be ready to take bold decisions. CSDP must become more cost-effective and efficient at the same time.

France, Germany and Poland are convinced that with you, Madam High Representative, in the lead and with active support from the Member States we have today a good opportunity to make significant progress in the following areas.

EU-NATO cooperation

We have vested interests in sound EU – NATO relations for a simple reason: most European partners belong to both organizations. An improved EU - NATO cooperation is needed for a more effective European engagement in global affairs. We appreciate and strongly encourage you and the Secretary General of NATO to intensify cooperation between both organisations adding new momentum to EU - NATO cooperation keeping Member States and Allies fully involved.

Working contact should be instrumental in achieving operational goals. There is ample room for improvement in our relations, regarding both in-theatre operational cooperation and pragmatic initiatives in the area of capabilities and beyond. In this respect, we fully support the need to enhance mutually reinforcing cooperation to facilitate the delivery of capabilities. We should notably build on the key partnership between EDA and ACT and encourage their fruitful cooperation in already identified areas. EU and NATO dialogue could also focus on new challenges, such as cyberdefence.

As a complement to the EU-NATO relationship we also welcome further cooperation with the United States and other third States for CSDP operations and missions, building on our experience in Kosovo, in Operation Atalanta and EUTM Somalia.

We believe that you, together with NATO Secretary General, have a critical role to play to encourage Member States to turn these commitments into concrete steps.

Permanent Civil-military Planning and Conduct Capabilities, Development of Battlegroups

Analyzing lessons from past operations and missions and taking into account our enhanced level of ambition we consider the CSDP needs to be more efficient particularly in the field of civil-military crisis management. To complement and take forward the decisions already taken at the European Council on 11. December 2008, we see a specific need to improve our capacities to plan and to conduct operations and missions, to strengthen cooperation among our militaries and to create synergies in

times of scarce resources, taking due care for complementarity with national and NATO planning capacities.

Building on lessons learnt we propose to work on three elements:

- At the strategic level, how to improve the ability to plan and conduct civilian, civil-military and military operations and missions, building on existing structures.
- At the operational level, improvement of the military conduct capabilities.
- At the tactical level, to adapt our Battlegroups to complex operational needs including through enhanced civil-military capacities. In this context, we will also consider the creation of modules accommodating comprehensive military, and civilian capabilities.

In order to reflect in practice the above considerations, Germany, Poland and France will enhance their cooperation within the Battlegroup which they are to provide in the first half of 2013 inviting partners to share their experience along the way.

In the light of the opportunity offered by this Battlegroup, Germany, Poland and France reaffirm their willingness to deploy it if required. In that respect we intend to enhance its availability to better react to operational contingencies, including by focussed advance planning in cooperation with CSDP structures.

In parallel, we are convinced that appropriate and balanced financial principles would be conducive to BGs' deployability. To prepare the revision of the Athena Mechanism under the Polish Presidency, we will work with you on proposals, including on common funding, aiming at increasing the readiness, deployability and cost efficiency of the BGs (e.g. strategic lift).

European capabilities

The operational objectives endorsed by the European Council two years ago require the development of robust, flexible and interoperable capabilities. In the current financial circumstances this will be an even more pressing challenge. Yet, we need to make continued progress in concrete projects and initiatives, whether in a bilateral or collective framework, by strengthening cooperation within the EU and between the EU and NATO on military capability developments issues and seeking new methods for developing and optimising our capabilities (e.g. pooling of efforts, specialisation).

Restructuring European DTIB remains a strategic and economic necessity, together with stimulating research investments. Particularly in this field we see a potentially substantial role for EDA as well, under your leadership.

We would encourage you to provide in due time a report on progress achieved in this important field as a basis for an in depth discussion at ministerial level.

Partners in Leadership

France, Germany and Poland will support you in your leadership to make sure the EU develops more robust and efficient tools to allow for coherent European action.

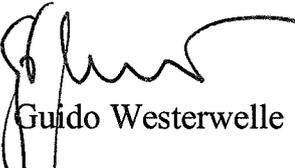
Our initiative should be seen as a comprehensive package which could be pursued step by step.

Germany, Poland and France propose you to launch a reflection process as soon as possible as a first step to implement our initiative.

We are willing to assist this process in close cooperation with the current and incoming Presidencies, our colleagues and you. We are ready to share our ideas with our colleagues and would be grateful if you could put this item on the agenda of the upcoming FAC meeting. The aim is to achieve concrete results under the Polish EU Presidency in the second half of 2011.



Michèle Alliot-Marie



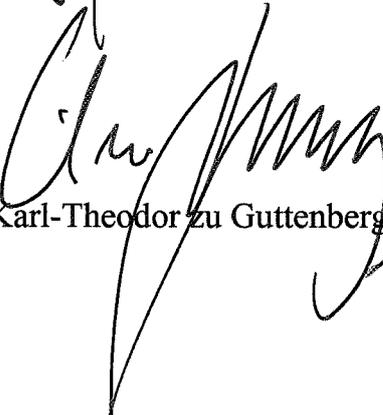
Guido Westerwelle



Radosław Sikorski



Alain Juppé



Karl-Theodor zu Guttenberg



Bogdan Klich